



L'écologie est une question sociale

L'écologie est une question sociale Lutter contre le réchauffement climatique, c'est protéger les plus fragiles. Car ce sont eux qui respirent le plus de particules fines, qui peinent à s'offrir une alimentation de qualité et pour lesquels l'accès aux soins ne cesse de se dégrader. La tour Eiffel et les toits de Paris, le 11 mars 2014, lors d'un précédent épisode de pollution aux particules fines. Photo Patrick Kovarik. AFP Lutter contre le réchauffement climatique, c'est protéger les plus fragiles. Car ce sont eux qui respirent le plus de particules fines, qui peinent à s'offrir une alimentation de qualité et pour lesquels l'accès aux soins ne cesse de se dégrader. L'écologie est une question sociale Nous étions le 20 octobre à Marseille. Dans le quartier prioritaire Kallisté, les habitants vivent à quelques dizaines de mètres d'une décharge à ciel ouvert, dont les habitants respirent périodiquement les effluves et subissent les odeurs. Plus loin, dans la cité Rouguière, nous avons rencontré des parents qui se battent depuis trente ans pour obtenir la construction d'un mur antibruit et antipollution pour protéger leurs enfants, dont l'école longe l'autoroute. Dans ces cas, comme dans des milliers d'autres, ce sont les plus fragiles qui paient le coût social des dégâts que nous faisons sur notre environnement. On dit souvent de l'écologie qu'elle est apaisante. Nous la croyons politique, parce qu'inséparable de la question sociale et de celle des inégalités. Tous les jours, ce sont les plus pauvres qui respirent le plus de particules fines, parce qu'ils sont nombreux à habiter près des axes routiers dans des logements mal isolés. Ce sont eux qui peinent à s'offrir une

alimentation de qualité, sans OGM ni pesticides. Surtout, leur accès aux soins ne cesse de se dégrader. Lutter contre le réchauffement climatique, c'est protéger les plus fragiles. Selon l'OMS, le changement climatique entraînera des épidémies qui feront 250 000 victimes parmi les plus démunis. D'ici à 2030, la chute des rendements agricoles pourrait faire basculer 120 millions de personnes dans l'extrême pauvreté. Il ne s'agit pas tant de sauver la planète que de sauver l'hospitalité de la Terre pour les femmes et les hommes qui y vivent. Cela suppose de préserver la qualité de l'air, des sols, de l'eau ainsi que la diversité des écosystèmes qui nous permettent de vivre. L'écologie est le dernier défi de l'homme et elle exige une vision de long terme de notre avenir, au-delà des intérêts économiques immédiats. Cela n'a pas de sens pour la gauche de choisir entre l'écologie et le progrès social. Nous devons à la fois répondre aux difficultés de nos concitoyens et construire un nouveau modèle pour demain, intégrant la transition énergétique, la protection des commons (océans, biodiversité) et une économie de partage. Si le défi est de taille, le coût de l'inaction serait bien supérieur. D'emblée, des mesures doivent être prises pour protéger les plus fragiles des risques environnementaux. L'accès aux soins de proximité et à la prévention est une priorité absolue. Des plans antipollution doivent être mis en place pour protéger les populations en danger imminent dans les quartiers urbains et les zones rurales les plus exposées. Le contrôle du respect des normes environnementales et sanitaires doit être renforcé ; les contrevenants doivent réparer le préjudice porté aux populations. L'urgence est aussi de protéger les commons qui sont notre patrimoine à tous. La qualité de vie ne peut pas être un luxe réservé à ceux qui en ont les moyens. Il s'agit tant de protéger la qualité de l'eau et de l'air - par la piétonisation ou le développement des nouvelles mobilités - que de préserver les populations vis-à-vis de certains intérêts économiques, en bannissant l'exploitation du gaz de schiste. Nous devons développer une agriculture de petits producteurs, respectueuse des écosystèmes et qui donne accès à tous à une alimentation de qualité. Aujourd'hui, on ne parle plus de paysans, mais «d'exploitants agricoles», dans un système qui exploite tant les hommes que la nature. Les aides nationales et européennes doivent être mieux ciblées pour accompagner les agriculteurs qui s'engagent dans des pratiques vertueuses, comme la diversification des cultures, la préservation des sols ou la production biologique. Le cap fixé par l'Etat sur le tournant énergétique doit être clair. Les investissements dans les énergies fossiles et le nucléaire doivent être reversés aux projets de développement des énergies renouvelables (éolien offshore, géothermie, carburants propres). Une fiscalité écologique ambitieuse doit financer les transports propres ou la recherche sur le stockage d'électricité et l'absorption du CO₂. Là aussi, l'Europe doit être mobilisée au travers d'un plan massif d'investissements dans le cadre du nouveau plan Juncker. Si nous voulons engager un mouvement de fond dans la société, nous devons être cohérents. Nous ne pouvons plus continuer à prôner l'écologie tout en soutenant des projets industriels ou d'infrastructures nuisibles à l'environnement. La réglementation doit être simplifiée sans peser injustement sur les plus modestes. Celles et ceux qui veulent réduire leur empreinte écologique doivent être accompagnés. Notre génération a la responsabilité de faire émerger un nouveau modèle de développement, qui favorise à la fois l'autonomie, la collaboration, le partage et une utilisation durable de nos ressources. Des milliers d'initiatives locales font déjà converger économie, écologie et partage. Demain, ces exceptions doivent devenir la norme afin de rendre obsolète le modèle productiviste et court-termiste de notre économie. Source Web: liberation